

Unité départementale de la Vendée
Site Préfecture de la Vendée
29 rue Delille - CS 60765 - 85020 La Roche sur Yon cedex
ud85.dreal-paysdelaloire@developpement-durable.gouv.fr

La Roche sur Yon, le 03 octobre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BOUYER LEROUX SA

30 rue de la Tuilerie
BP 4
85570 Saint-Martin-Des-Fontaines

Références : D 25.0429
Code AIOT : 0006302382

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/09/2025 dans l'établissement BOUYER LEROUX SA implanté 30 rue de la Tuilerie BP 4 85570 Saint-Martin-des-Fontaines. L'inspection a été annoncée le 25/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BOUYER LEROUX SA
- 30 rue de la Tuilerie BP 4 85570 Saint-Martin-des-Fontaines
- Code AIOT : 0006302382
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'usine BOUYER LEROUX de Saint Martin des Fontaines est spécialisée dans la fabrication de tuiles et briques par cuisson dans des fours d'argiles provenant de ses carrières situées dans un secteur proche. Elle bénéficie d'un arrêté préfectoral d'autorisation du 12 mars 2008. Par arrêté du 27 mars 2024, la société est redevable d'une astreinte administrative du fait du non respect des dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 24 mai 2022 pour notamment le non respect des valeurs limites en COV des rejets des installations.

Contexte de l'inspection :

- Plainte

Thèmes de l'inspection :

- Air

- Odeur

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La visite a été organisée afin de faire le point sur des signalements transmis à l'inspection. Bien que le site ne respecte toujours pas les valeurs limites de ses rejets atmosphériques, l'inspection n'a pas constaté de non-conformités majeures sur des envols, sur des manques entretien des voiries, etc.

L'incident isolé survenu le 10 septembre 2025 avec la chute d'une trappe servant aux campagnes d'analyses atmosphériques a eu un impact sur la qualité de l'air au niveau du sol et été perçu par des riverains), mais a vite été traité par l'exploitant.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Volume d'activité annuelle	Arrêté Préfectoral du 12/03/2008, article 1.1.3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Emissions et envols de poussières	Arrêté Préfectoral du 12/03/2008, article 3.1.5	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Propreté	Arrêté Préfectoral du 12/03/2008, article 2.3.1	Sans objet
3	Odeur	Arrêté Préfectoral du 12/03/2008, article 3.1.3	Sans objet
4	Voies de circulation	Arrêté Préfectoral du 12/03/2008, article 3.1.4	Sans objet
6	Dioxines	Arrêté Préfectoral du 12/03/2008, article 3.2.7	Sans objet
7	Astreinte financière	Autre du 27/03/2024, article 1	Sans objet
8	Renouvellement des garanties financières	AP Complémentaire du 23/06/2014, article 2.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite avait pour objectif de faire le point sur les demandes formulées lors de la visite précédente du 29 octobre 2024, et sur les plaintes reçues récemment rapportant des nuisances portant essentiellement sur la qualité de l'air.

Elle n'a pas mis en évidence de nouvelles non-conformités majeures nécessitant des actions correctives immédiates.

Les rapports d'analyses atmosphériques transmises montrant cependant toujours des non-conformités réglementaires, l'inspection confirme le maintien de l'astreinte financière, en proposant une nouvelle liquidation partielle de celle-ci.

Dans ce contexte, elle demande à l'exploitant de poursuivre ses réflexions et investissements permettant de réduire les émissions atmosphériques de son site, comme les améliorations évoquées pendant le contrôle (principalement sur la recirculation des fumées dans le four U5, sur les centrales d'aspiration en poussières, et sur le stock extérieur de "casseaux").

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Volume d'activité annuelle

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2008, article 1.1.3			
Thème(s) : Situation administrative, Exploitation			
Prescription contrôlée :			
N° de la rubrique	Libellé de la rubrique {activité}	Nature de l'installation	Volume autorisé
2523	Fabrication de	Fabrication de tuiles	1100t/j

	produits céramiques et réfractaires, la capacité de production étant supérieure à 20 t/j	et briques	
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué en visite la méthode de calcul de sa production. Celle-ci passe par le système interne de supervision du process.</p> <p>Les courbes de suivies affichent un tonnage horaire de fabrication. Sur une des courbes de suivi, le tonnage maximum de 20,1 t/h était affiché sur 2 lignes de fabrication, soit sur 24 h un tonnage calculé de 965 t/j.</p> <p>Sur ce constat réalisé en salle, la production du site reste donc sur la période examinée inférieure à 1 100 t/j fixée par l'arrêté préfectoral. Toutefois, la méthode utilisée ne permet pas de déterminer rapidement les tonnages journaliers produits.</p> <p>Ce point est d'autant plus important que l'exploitant doit pouvoir justifier en permanence son classement d'activité.</p> <p>Ce constat est jugé conforme mais avec une réserve nécessitant un complément d'information.</p> <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant précisera dans le détail la méthode servant à la détermination de sa production journalière.</p> <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> <p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p> <p>Proposition de délais : 1 mois</p>			

N° 2 : Propreté

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2008, article 2.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Nuisances
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.</p> <p>En particulier, le talus créé par le remblaiement de la partie Nord-Ouest du site est planté d'arbres à hautes tiges et d'arbustes régionaux.</p> <p>L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets, ...</p> <p>Des dispositifs d'arrosage, de lavage de roues, ... sont mis en place en tant que de besoin.</p> <p>Constats :</p> <p>La visite a été menée sur la zone de réception des argiles, la piste Nord du site, le parc de stockage de la fabrication, la zone de stockage des sciures de bois, la zone de stockage des déchets de production, l'entrée-sortie des poids lourds.</p> <p>Globalement, les zones inspectées sont dans un bon état. Quelques zones méritent une attention particulière :</p> <p>> l'aspiration de la zone de rectification U5 présente des gaines souples pouvant relarguer quelques poussières</p>



> le stockage extérieur des "casseaux" de production (déchets cuits) s'effectue à même le sol. Leur stockage ou manutention peuvent générer des poussières. Un brumisateur annulaire autour de la jetée des casseaux et un diffuseur fixe sont installés (leur efficacité n'a pas été vue en visite, le stockage étant vide à ce moment)



L'inspection a noté que la partie Nord-Ouest du site est plantée d'arbres à hautes tiges et d'arbustes régionaux conformément à l'arrêté préfectoral. Plus à l'Est, elle note que les travaux de réfection du mur de soutien avec le cimetière ont entraîné l'abattage de cyprès sur un linéaire de 30 mètres situés en dehors du site. Ces arbres ne figuraient pas dans l'obligation fixée dans l'arrêté préfectoral.

Les voies de circulation sont bitumées, et ne sont pas équipées de moyen de lavage de roues. L'état de ces voies ne nécessite pas un tel système.



La prescription est respectée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Odeur

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2008, article 3.1.3

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

Constats :

Les activités du site nécessitent principalement de l'argile, un peu de calcaire, de la sciure de bois, un porosant naturel (base céréale). La cuisson requiert un mix gaz naturel et biomasse.

Ces activités et les matières premières n'entraînent pas de nuisances fortes.

Les plaintes transmises pour ce site indiquent que les odeurs seraient tout de même impactantes. Sur ce point, l'inspection note que le stockage de biomasse génère une odeur typique de "bois" à proximité même du stockage (sans odeur perceptible au-delà d'une dizaine de mètres).

Selon la position autour du site, une perception légère et très diffuse caractéristique de combustion de biomasse est possible.

L'inspection a relevé un incident survenu le 10 septembre 2025 quand une des trappes servant aux

analyses atmosphériques s'est ouverte sur la cheminée U5. Un panache de fumée s'est alors dirigé au sol, et a été perçu par des riverains. L'exploitant a été réactif en refermant celle-ci, en vérifiant l'ensemble de ses trappes, et prévoyant un remplacement des trappes vieillissantes.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Voies de circulation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2008, article 3.1.4

Thème(s) : Risques chroniques, Aménagement

Prescription contrôlée :

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envois de poussières et matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées,
- Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin,
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées,
- des écrans de végétation sont mis en place ls cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

Constats :

L'inspection a constaté que :

- > les voies de circulation internes au site sont en très bon état, et entièrement bitumées. Aucun dépôt de boues ou de poussières n'y a été constaté.
- > le site dispose de 2 accès pour les apports d'argiles et les véhicules visiteurs, et pour les poids lourds dédiés aux livraisons. Ces 2 accès ne présentent pas de nuisances sur la route départementale RD66.
- > Il y a très peu de surfaces engazonnées sur le site, car les surfaces sont principalement utilisées pour le stockage de produits finis.
- > en direction du centre bourg, un écran végétalisé est en place. Un linéaire de cyprès a été supprimé sur près de 30 m le long du cimetière communal - ces cyprès se trouvaient en dehors du site, et n'offraient pas un masquage visuel complet (espacement entre les troncs). Le mur de soutien a été refait intégralement sur une hauteur doublée.



La prescription est respectée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Emissions et envois de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2008, article 3.1.5

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs...).

En particulier, les installations de broyage d'argile sont équipées de systèmes de canalisation des rejets avec traitement des poussières.

En cas de rejet atmosphérique vers le milieu extérieur, les valeurs limites des concentrations en poussières dans ces rejets sont fixées à l'article 3.2.4. du présent arrêté.

Constats :

L'exploitant a communiqué un plan où figurent tous les points de rejets atmosphériques, incluant les systèmes de captation de poussières des rectifieuses.

La visite a montré que certains systèmes de captation sont situés en extérieur des bâtiments de production. Un entretien régulier doit être mis en place afin de prévenir les émissions de poussières. Par exemple, la centrale d'aspiration de la rectifieuse U5 utilise de l'air comprimé pour renvoyer les poussières dans le process en valorisation. Cette centrale est munie de gaine souple qui nécessite une maintenance régulière pour garantir son étanchéité. Toutefois, les quantités de poussières visibles autour de cet équipement sont modestes.

La jetée des casseaux de production s'effectue en extérieur, et n'est protégée que par 2 murs assez courts ; elle est équipée d'un système d'aspersion. L'exploitant prévoit des travaux pour prolonger horizontalement les murs servant à l'entreposage provisoire de ces casseaux de production. Lors de la visite, cette zone était vide de casseaux et n'était pas en fonctionnement.

L'exploitant ne réalise actuellement pas une surveillance sur les rejets atmosphériques en poussières des équipements annexes. Ce constat nécessite une action corrective.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Comme indiqué dans le rapport d'inspection de 2024, les concentrations en poussières dans les rejets en poussières des équipements annexes doivent être réalisées conformément aux dispositions de l'article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Dioxines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2008, article 3.2.7

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

Dans un délai de 6 mois suivant la notification du présent arrêté, une mesure de la concentration en dioxines est réalisée, par un organisme compétent, en sortie des cheminées des fours et séchoirs ne fonctionnant pas exclusivement au gaz naturel.

Les résultats seront transmis à l'inspection des installations classées.

Constats :

Lors de la précédente visite de 2024, une demande de renouvellement d'analyses en dioxines sur les rejets atmosphériques avait été formulée. Cette demande venait en complément de la précédente datant de mars 2009.

L'exploitant a effectué une nouvelle campagne d'analyses en dioxines en juin 2025 en sortie de la cheminée U5.

Les analyses effectuées indiquent des mesures très basses (et inférieures au seuil de 0,1 ng/Nm ³ présent dans la réglementation relative à l'incinération de déchets). La prescription est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Astreinte financière

Référence réglementaire : Autre du 27/03/2024, article 1
Thème(s) : Autre, Sanction
Prescription contrôlée : (...) <p>L'exploitant fournit à l'inspection périodiquement le calendrier et les conditions de fonctionnement de son usine permettant l'établissement des liquidations des astreintes. Par défaut d'information, les jours retenus seront calendaires.</p>
Constats : Depuis la notification de l'arrêté préfectoral d'astreinte du 4 avril 2024, l'exploitant transmet mensuellement à l'inspection un tableau synthétique des jours de fonctionnement d'au moins 1 des 3 fours du site. Lors de la visite, l'inspection a examiné par sondage la réalité de fonctionnement sur un jour donné (le 21 juillet 2025). L'accès à l'automate de fabrication confirme qu'au moins le four U5 était bien en service ce jour là. Le rapport d'analyse sur les rejets atmosphériques mentionne sur la campagne de prélèvement du 16 au 20 juin 2025 les dépassements suivants : > Four U3 : [Poussières]=31,7 mg/Nm ³ > 30 mg/Nm ³ > Four U5 : * [COV]=146 mg/Nm ³ > 20 mg/Nm ³ * [HCL]=42,9 mg/Nm ³ > 30 mg/Nm ³ Ces dépassements confirment le non-respect des valeurs limites d'émission imposées, et justifient le maintien de l'astreinte financière en cours. L'inspection propose une nouvelle liquidation partielle sur la base des jours de fonctionnement transmis. Il s'agira de la 3 ^{ème} liquidation partielle pour une période allant du 1 ^{er} avril 2025 au 31 juillet 2025, avec 114 jours de fonctionnement relevés. L'exploitant a indiqué que d'importants travaux seront effectués sur le four U5 pour améliorer la recirculation des gaz dans le four en 2026. Une réduction sur les rejets en composés organiques volatils serait attendue. Pour cette modification importante, un dossier de porter à connaissance devra être transmis en préfecture au titre de l'article R181-46 du code de l'environnement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Renouvellement des garanties financières

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/06/2014, article 2.2
Thème(s) : Autre, Garanties financières
Prescription contrôlée : L'exploitant adresse au préfet le document établissant le renouvellement des garanties financières au moins six mois avant leur échéance.
Constats : L'arrêté préfectoral complémentaire du 23 juin 2014 avait imposé la constitution de garanties

financières au titre de l'alinéa 5 de l'article R516-1 du code de l'environnement pour la rubrique 2523.

Le décret n°2024-742 du 6 juillet 2024 a abrogé cet alinéa 5 et n'impose plus de garanties financières pour ce type d'activité.

L'acte de cautionnement en cours du 9 juillet 2020 est arrivé à échéance le 30 juin 2025. Son renouvellement ou son abrogation n'est donc plus nécessaire. L'inspection prend acte de l'arrêt du dispositif de cautionnement des garanties financières.

Type de suites proposées : Sans suite